

L'avenir du Pays basque après l'ETA

Pedro Ibarra Güell

Numéro 759, septembre 2012

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/67336ac>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Centre justice et foi

ISSN

0034-3781 (imprimé)

1929-3097 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Ibarra Güell, P. (2012). L'avenir du Pays basque après l'ETA. *Relations*, (759), 28–29.



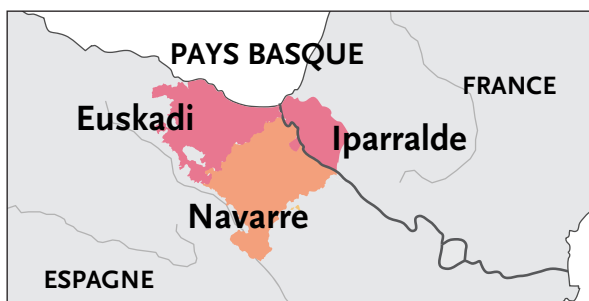
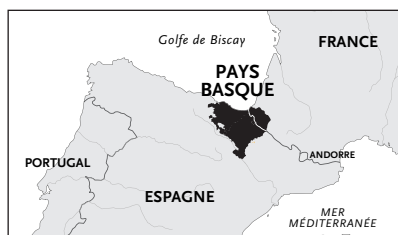
L'avenir du Pays basque après l'ETA

Après cinquante ans de lutte armée, l'ETA (Euskadi et liberté) a annoncé une trêve permanente. Une nouvelle étape commence, privilégiant la lutte politique.

PEDRO IBARRA GÜELL

L'auteur est professeur émérite en sciences politiques à l'Université du Pays basque

Le « problème basque » en Espagne est avant tout un conflit politique émanant d'un État plurinational qui refuse de se reconnaître comme tel, niant par conséquent le droit à l'autodétermination du peuple basque. Depuis la fin de la transition de la dictature à la démocratie – qui va de la mort de Franco, en 1975, à l'accession de la gauche au pouvoir, en 1982 –, la « question basque » a connu de profonds changements. On a fait l'expérience de ce qui fonctionne et de ce qui ne fonctionne pas dans cet État plurinational, notamment à propos des compétences qui ont déjà été transférées et de celles qui restent à l'être. De plus, les nouvelles générations qui n'ont pas participé à l'articulation politique de la plurinationalité de l'État espagnol ont le droit de la questionner et de l'améliorer. Ainsi, l'heure est au bilan afin de corriger le tir et de trouver une solution aux blocages, notamment celui concernant les nationalités.



Le statut d'autonomie du Pays basque, dit « Statut de Gernika », préside actuellement à l'organisation du système politique basque. Approuvé par le Parlement espagnol et par un référendum au Pays basque, en novembre 1979, il spécifie les termes de l'autonomie politique en définissant les institutions du gouvernement basque ainsi que ses compétences. Néanmoins, ce modèle de gouvernement autonome et le type de relations établies entre le Pays basque et l'État espagnol ont atteint leurs limites. Sa révision fait partie du projet politique promu par la majorité de la population de la Communauté autonome d'Euskadi. En effet, au-delà du nombre de compétences reconnues, le véritable enjeu est celui de la reconnaissance en tant que telle de la nation basque dans son ensemble (comprenant, en plus d'Euskadi, la Communauté autonome de Navarre), ainsi que son droit à l'autodétermination, voire à l'indépendance. Actuellement, la Constitution espagnole empêche toute initiative, même consultative, qui pourrait mener à un nouveau cadre politique de la nation basque et fait du maintien de l'unité de l'Espagne une des tâches primordiales de l'armée espagnole.

POIDS ET RÔLE DE L'ETA

Le rôle de l'ETA a été déterminant depuis sa création en 1959. L'organisation militaire basque a été fondée pour lutter contre la dictature franquiste. Mais la violence armée n'a pas cessé après le franquisme, l'ETA considérant que la démocratie qui succédait à la dictature ne changeait rien à la situation nationale du Pays basque. Le Statut de Gernika était considéré comme une imposition de l'État espagnol pour empêcher le Pays basque

d'obtenir la pleine liberté nationale. Les actions militaires ont causé la mort de plus de 800 personnes au cours des cinquante dernières années.

L'ETA a toujours été soutenu par un mouvement politique et social radical, la Izquierda Abertzale (IA, qui signifie gauche nationaliste), qui est en quelque sorte sa branche civile, laquelle a donné naissance à divers partis politiques dont le plus connu et influent fut le Batasuna, créé en 1978. Celui-ci a obtenu à plusieurs reprises des résultats électoraux importants, mais a été déclaré illégal en 2002 pour avoir refusé de dénoncer la violence commise par le groupe armé.

En 2006, le gouvernement espagnol s'est engagé à entreprendre un dialogue politique avec l'ETA pour mettre fin à la violence armée. L'ETA a déclaré une trêve qui a été rompue en décembre de la même année par un attentat à la bombe dans le stationnement de l'aéroport de Barajas à Madrid, qui a coûté la vie à deux personnes. La fin de la trêve a mis un terme à toute négociation, le gouvernement poursuivant une stratégie strictement policière.

Depuis 2010, l'IA a pris ses distances vis-à-vis de l'ETA. Elle a fini par rejeter la voie armée et par réclamer publiquement l'arrêt progressif mais irrévocable des activités de l'ETA. Les relations entre les deux organisations basques ont connu des moments tendus. Toutefois, après avoir publié une série de communiqués sur la trêve limitée et conditionnelle, l'ETA a finalement annoncé, le 8 janvier 2011, une trêve permanente et générale, bien que non définitive, qui peut être considérée comme un acquiescement aux demandes de l'IA.

Un autre événement a témoigné de la séparation de l'IA d'avec l'ETA. En février 2011, au moment où les tribunaux se penchaient sur la légalité de la nouvelle formation politique basque



Sortu (Renâitre) – qui prenait la relève de Batusana, dorénavant interdit –, ce nouveau parti issu de l'IA réclamait avec force le rejet de la violence de l'ETA lors de tous ses rassemblements publics. Cela consacrait la rupture radicale de l'IA d'avec l'ETA; sa conversion à des objectifs résolument pacifiques a surpris tous les analystes politiques et a causé un choc dans l'opinion publique. Cependant, ce positionnement clair contre la violence n'a pas convaincu le Tribunal suprême espagnol de lui accorder la légalité, l'empêchant ainsi de participer aux élections locales.

Cette décision a conduit l'IA à créer, en avril 2011, une coalition réunissant un parti social-démocrate nationaliste basque, Eusko Alkartasuna (EA), qui a toujours condamné la violence, et un parti de gauche nationaliste (Alternatiba), auxquels se sont joints des membres de l'IA non affiliés à un parti. Cette coalition électorale, appelée Bildu (Se réunir), a été légalisée et est devenue la seconde force politique du Pays basque lors des élections municipales de mai 2011.

En octobre 2011, l'ETA a annoncé l'arrêt définitif et inconditionnel de la lutte armée. Cette décision a été prise à la suite de la Conférence internationale pour la paix, convoquée par le mouvement pacifiste basque Lokarri et par Brian Currin, un avocat qui fut un médiateur international dans les processus de paix en Irlande du Nord et en Afrique du Sud. Elle a compté sur la participation, entre autres, de Kofi Annan, ex-secrétaire général de l'ONU (1997-2006) et Prix Nobel de la paix, en 2001; de deux participants de l'accord du Vendredi saint et du processus de paix en Irlande du Nord, Gerry Adams, président du Sinn Féin et Bertie Ahern, ex-premier ministre de la République d'Irlande; et de Gro Harlem Brundtland, ex-première ministre de la Norvège. Au cours de cette conférence, les participants ont exhorté l'ETA de mettre un terme une

fois pour toutes à la violence et ont invité le gouvernement espagnol à dialoguer avec les différents acteurs politiques sur l'avenir du Pays basque.

Les raisons qui ont poussé l'ETA à abandonner la voie armée sont multiples. Le fait que l'IA lui ait retiré son soutien politique, en rejetant clairement la voie armée, a certainement joué pour beaucoup. De plus, l'action répressive de l'État contre l'organisation militaire mais aussi contre sa

LE DÉCOLLAGE POLITIQUE

Après le succès de la coalition Bildu aux élections municipales de 2011, se hissant au 2^e rang dans l'ensemble du Pays basque, une autre force politique de la gauche nationaliste, Aralar, s'y est ralliée en vue des élections générales espagnoles de novembre 2011, ce qui a donné la nouvelle coalition Amaiur. Celle-ci a obtenu des résultats spectaculaires – 24% des votes permettant



branche politique faisait en sorte qu'il était difficile, voire impossible, de continuer dans cette voie, rejetée d'ailleurs par l'immense majorité des Basques. L'ETA a fini par comprendre que l'unique façon, pour le projet indépendantiste, de se renforcer et de s'assurer un avenir politique serait que l'organisation militaire se dissolve.

Cette décision a été facilitée au cours de la dernière année par les déclarations de trêve, la création de Sortu et de Bildu, de même que par les recommandations de la Conférence internationale pour la paix. Cela a permis à l'ETA de réaliser que le projet indépendantiste devait valoriser des solutions politiques à un conflit politique.

l'élection de six députés et trois sénateurs – qui ont confirmé que la présence persistante de l'ETA empêchait l'élargissement du soutien populaire au projet indépendantiste basque. Les résultats des prochaines élections de la province autonome d'Euskadi devraient renforcer cette nouvelle tendance.

Il reste maintenant à résoudre – et l'État espagnol ne semble pas très pressé de s'y pencher – le retour au Pays basque des militants de l'ETA incarcérés en Espagne, leur réinsertion sociale et l'engagement de l'État espagnol à respecter l'avenir politique que le peuple basque aura décidé. Ces questions, surtout la dernière, ne seront pas facilement résolues, mais elles ne pourront plus être évitées. ●

Drapeau basque flottant au cœur d'une manifestation pour l'indépendance à Bilbao le 22 octobre 2011, après l'annonce de l'ETA. Photo: AP/Alvaro Barrientos